

"Liberté, Inégalité, Anarchie"... Bienvenue en France, le pays qui a peur des taxis

Publié le 15-02-2016 à 16h02 - Modifié à 17h08

4 réactions | 10169 lu

Temps de lecture : 6 minutes



Par **markdixon**
Britannique

LE PLUS. Avez-vous déjà été "expul-VTCé" ? Britannique, Mark Dixon était de passage en France en janvier dernier, **lors de la grève des taxis parisiens**. Il raconte comment il a été sorti de force d'un taxi qui le menait à l'aéroport d'Orly, et s'est retrouvé à marcher avec sa valise le long de l'autoroute. Il déplore la faiblesse du gouvernement français, effrayé par "peur de la rue".

Édité par **imourri**

PARTAGER



Des taxis bloquant la Porte Maillot, à Paris, le 26 juin 2015 (N. MESSYASZ/SIPA).

Je suis quelque peu troublé par votre mode de gouvernement. Ce qui est une façon polie de dire que, d'après moi, il n'est pas très bon. Pour comprendre comment fonctionnent votre capitale et votre pays, il suffit de voir le cas des chauffeurs de taxi.

Il existe deux systèmes juridiques en France : celui qui s'applique aux personnes ordinaires et celui qui s'applique aux chauffeurs de taxi. Même votre gouvernement a peur d'eux. Oui, un pays de l'OTAN, engagé dans la lutte contre le terrorisme et détenteur de l'arme atomique, **tremlbe devant ses chauffeurs de taxi** !

Ce qui effraie le gouvernement, ce n'est pas seulement leur pouvoir électoral. C'est qu'ils descendent dans la rue – une peur enracinée dans l'esprit des responsables français depuis la prise de la Bastille par les masses parisiennes. Alors qu'ils représentent la République et ne devraient rien avoir à craindre du peuple s'ils agissent dans son intérêt, ils semblent encore terrifiés d'être arrachés à leurs bureaux et traînés jusqu'à la Veuve. Le fait que la rue ait pu anéantir l'ancienne élite hante leurs souvenirs et, en tant qu'élite actuelle, ils vivent toujours comme sous la Terreur.

Un droit à la grossièreté

Mais pourquoi est-ce que [je me focalise sur les taxis](#) ?

J'ai suffisamment de franc-parler pour le dire : si la plupart des chauffeurs de taxi londoniens sont polis, la plupart de leurs confrères parisiens sont grossiers. Pas juste impolis, mais souvent mal embouchés ou agressifs. Même les moins grossiers vous donnent l'impression qu'ils sont bien bons de vous prendre en charge.

Du coup, au lancement d'UberPop à Paris, j'ai été ravi. Les chauffeurs d'Uber vous ouvraient pour monter, ils vous faisaient la conversation si vous le souhaitez, ils vous ouvraient pour descendre et ils vous remerciaient d'avoir fait appel à eux.

Une brève plaisanterie pour illustrer mon propos : au ciel, les chauffeurs de taxi parisiens sont aussi polis que ceux de Londres, aussi honnêtes que ceux de Vienne, aussi amicaux que ceux de Rome et ils roulent pour Uber. En enfer, ce sont simplement des chauffeurs de taxi parisiens.

S'ajoutait à cela le fait que les tarifs inférieurs d'Uber allaient à l'encontre de l'axiome voulant que tout se paie ; ils établissaient même une corrélation négative entre la qualité et le prix.

Une forme de droit à la violence

La grossièreté du monopole s'est donc retrouvée en concurrence avec la politesse de l'économie de marché.

Qu'est-ce qu'ont alors fait les chauffeurs de taxi parisiens ? Se sont-ils alignés ? Sont-ils devenus plus polis ? Non. Dans la plus pure tradition française, ils ont opté pour la [sempiternelle manifestation](#).

Et quand ils se sont aperçus que les Parisiens, vivifiés par cette bouffée d'air frais, ne partageaient pas leur désir protectionniste d'étouffer la concurrence, ils se sont tournés vers la violence – vandalisant, incendiant ou retournant des VTC et allant jusqu'à s'en prendre aux chauffeurs d'Uber, à emprisonner leurs passagers dans les véhicules ou à les en expulser dans un climat de violence (par contraste, les actions des chauffeurs d'Uber à Paris cette semaine ont été presque exclusivement non violentes).

Des passagers effrayés et "expul-VTCés"

C'était l'année dernière, le 25 juin. [À la télévision se succédaient des images d'agressions scandaleuses](#), et des témoignages de passagers effrayés "expul-VTCés" ou "incar-VTC-rés".

Sur Twitter, la chanteuse Courtney Love, "incar-VTC-rée" à l'aéroport Charles de Gaulle, [interpellait François Hollande](#) : "Putain, que fait la police ? C'est légal chez vous d'agresser les visiteurs ? Ramenez vos fesses à l'aéroport". Lorsqu'elle a fini par s'enfuir à moto sous les jets de pierre des chauffeurs de taxi, la police s'est bornée à regarder.

Comment a réagi le président ? Dès le lendemain, il a demandé la dissolution d'UberPop et la saisie des véhicules. Le ministre de l'Intérieur, lui, s'est empressé de faire arrêter deux dirigeants d'Uber avant même que la procédure d'appel soit arrivée à son terme.

Même si UberPop était en tort au regard de la loi, le moment choisi pour sanctionner des victimes de fraîche date était on ne peut plus confondant.

La rue incontrôlée parade dans Paris

Pourquoi le gouvernement a-t-il été aussi prompt à punir les victimes plutôt que les gros bras qui s'en étaient pris à elles ? Réponse : par peur de la rue – la rue incontrôlée qui paradait dans Paris.

Cet épisode rappelle la conduite des gouvernants français lorsque les syndicats s'adonnent à la pratique du "bossnapping", comme chez Sony, 3M et Caterpillar (en 2009) ou chez Goodyear (en 2014) et Air France (en 2015), où la police n'est pas intervenue durant les faits – et, bien souvent, n'intervient jamais.

Au lieu de cela, on laisse le champ libre aux otages, qui tentent simultanément de négocier leur propre libération et de résoudre le conflit économique sous-jacent – les apologistes français de la méthode aiment à parler de "séquestration". Dans le reste du monde, on appelle ça du kidnapping.

Si un simple individu venait à en "séquestrer" un autre, il finirait derrière les barreaux, même en France. Mais dès lors qu'un groupe de personnes réunies en syndicat retient des dirigeants d'entreprise, cela devient un problème social, un problème d'emploi qui mérite une oreille compatissante, une réaction indulgente et, en général, une impunité totale.

Le message est que plus les gros bras sont forts ou nombreux, plus le gouvernement les ménagera. Pourquoi ? Par peur de la rue.

Un droit de blocage

Ce qui m'amène à la fin du mois dernier, alors que j'essayais de me rendre à l'aéroport d'Orly sans le secours d'Uber, au milieu d'une grève des taxis parisiens.

J'avais réussi à en héler un à la volée. Mais comme nous atteignions Orly, une bande de grévistes à pied nous a barré la route. Ils nous ont encerclés, l'un d'eux s'est campé devant la voiture et un autre a sommé mon chauffeur de baisser sa vitre. Ils l'ont couvert d'injures et l'ont menacé jusqu'à ce qu'il me dise de descendre du véhicule.

Je venais à mon tour d'être "expul-VTCé"... d'un taxi. Les passagers d'une dizaine d'autres voitures ont subi le même sort. À 50 mètres de là, des policiers, debout à côté de leur moto, observaient passivement nos tribulations.

J'ai traîné mes valises à pied jusqu'à l'aéroport

Depuis quand est-il légal de se planter devant un taxi sur la voie publique, de menacer son conducteur et de procéder à l'expulsion d'un passager ? Je doute que la police resterait les bras ballants et respecterait ma "Liberté" si je faisais la même chose sur les Champs-Élysées.

Inutile de le préciser : après avoir traîné mes valises à pied jusqu'à l'aéroport, j'ai raté mon vol, mon chauffeur de taxi a été traumatisé et les gros bras ont gagné.

Pourquoi ces policiers avaient-ils reçu l'ordre de ne pas intervenir ? Encore une fois, pour la même raison – par peur de la rue. Et quand le gouvernement est trop terrifié par la rue, sa loi s'impose.

Les gros bras font la loi

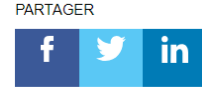
Aujourd'hui, la France n'est plus régie par le socialisme, mais le "phobisme", qui veut que les décisions politiques soient influencées par les gros bras. Chez vos dirigeants, cette peur a évincé celle de manquer à leur devoir en renonçant à appliquer la loi ou de laisser derrière eux un pays affaibli.

Le gouvernement nord-coréen dirige par la peur. Le gouvernement français, lui, omet de diriger du fait de la peur. Le premier est une dictature. Le second, une dicté-ture. En France, chaque fois que des gros bras se manifestent, la loi s'applique de manière inégale et une période d'anarchie s'ensuit.

Puisque le gouvernement écoute ceux qui crient fort et qui se mobilisent, c'est ce que devraient faire les Français. Faites comprendre à vos dirigeants que la France ne se laissera pas intimider. Les cris des victimes doivent être les plus forts. Alors, vos dirigeants seront pour la première fois contraints de choisir entre deux peurs – la peur de ceux qui sont en tort et la peur de ceux qui sont dans leur droit. Dans cette situation, ils prendront peut-être la bonne décision, ouvrant la voie à une nouvelle ère.

D'ici-là, chers Français, je vous mets au défi d'adopter cette nouvelle devise nationale : "Liberté, Inégalité, Anarchie".

PARTAGER



VOS RÉACTIONS

Retour haut de page

POLITIQUE	MONDE	ÉCONOMIE	CULTURE	OPINIONS	DÉBATS	VIDÉOS	PHOTOS
LOISIRS Actu Hété Actu Ciné Bons plans Voyages	SHOPPING Black Friday Soldes Bons plans Codes promo Codes promo Emma Matelas Codes promo Amazon Codes promo Ebay Codes promo Nike Codes promo Rue Du Commerce	PRATIQUE Cours d'Anglais Cours d'Allemand Cours d'Espagnol Programme TV Conjugaison Traducteur Dictionnaire Lettres gratuites Calculer sa retraite	MOBILE L'Obs L'Obs le Magazine La conjugaison				